



Région
Provence
Alpes
Côte d'Azur



REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE REGIONAL DE SUIVI INTERFONDS 2014-2020

REFERENCE

- Articles 47 à 49 et 110 du règlement (UE) n°1303-2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux fonds européens structurels et d'investissement ;
- Article 11 du règlement délégué (UE) n° 240/2014 du Parlement européen et du Conseil du 7 janvier 2014 Article 11 du règlement délégué (UE) n° 240/2014 de la Commission du 7 janvier 2014 relatif au code de conduite européen sur le partenariat dans le cadre des Fonds structurels et d'investissement européens.
- Article 49 du règlement (UE) n°1303-2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux fonds européens structurels et d'investissement
- Article 113 du règlement délégué (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil.

PREAMBULE

Un comité régional de suivi inter-fonds est créé pour assurer le pilotage stratégique des fonds européens structurels et d'investissement mobilisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur au titre de la période de programmation 2014-2020.

Dans ce cadre, ses membres examineront les informations et données relatives à l'exécution quantitative, qualitative et financière des programmes suivants :

- le programme opérationnel régional (POR) Provence-Alpes-Côte d'Azur mobilisant des crédits du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds Social européen (FSE);
- le volet déconcentré du programme opérationnel national (PON) dédié à l'emploi et l'inclusion en métropole abondé par des crédits du FSE ;
- le volet déconcentré du programme opérationnel national pour la mise en œuvre de l'IEJ (PO IEJ) ;
- le programme de développement rural régional (PDRR) mobilisant le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER).

Article 1^{er} : Objet du présent règlement

Le présent règlement a pour objet de fixer les règles de fonctionnement du Comité de suivi régional interfonds des programmes européens de la période 2014-2020..

Article 2 : Composition

Le comité régional de suivi interfonds est coprésidé par le Président du Conseil régional et par le Préfet de région.

La liste de ses membres figure en annexe au présent document. Sa composition est établie conformément aux dispositions de l'article 5-1 du règlement (UE) n° 1303/2013.

La délibération du Conseil Régional du 12 décembre 2014 fixe la composition du Comité de suivi (cf. annexe) conformément à l'article 5-1 du règlement 1303/2013.

La liste des membres du comité de suivi est rendue publique sur le site de l'autorité de gestion <http://europe.regionpaca.fr/> (cf. annexe).

Article 3 : Rôle et missions

Le Comité de suivi est chargé de manière générale de veiller à la mise en œuvre du Programme sous l'angle de son exécution et des progrès réalisés pour atteindre ses objectifs. Il s'assurera de l'efficacité et de la qualité de la mise en œuvre du programme en s'appuyant sur les travaux des services des Autorités de gestion et, le cas échéant, de comités préparatoires ad hoc.

Quel que soit le programme, le Comité de Suivi a pour mission d'examiner :

- tout problème entravant la réalisation des programmes,
- les progrès accomplis dans l'exécution du plan d'évaluation et les suites données aux conclusions des évaluations,
- l'application de la stratégie de communication,
- l'exécution des grands projets,
- les actions en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'égalité des chances et les actions de lutte contre les discriminations, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées,
- les actions de promotion du développement durable,
- lorsque les conditions ex ante applicables ne sont pas remplies à la date de présentation de l'accord de partenariat et du Programme opérationnel, l'avancement des mesures destinées à assurer le respect des conditions ex ante,
- les instruments financiers ;

S'agissant du PO FEDER/FSE, le Comité de Suivi examine et approuve :

- la méthode et les critères de sélection des opérations financées par du FEDER ou du FSE,
- les rapports annuels et le rapport final de mise en œuvre,
- le plan d'évaluation du programme et toute modification apportée à ce plan d'évaluation,
- la stratégie de communication du Programme opérationnel et toute modification apportée à cette stratégie,
- toute proposition de modification du Programme opérationnel présentée par l'Autorité de Gestion

Concernant le PDRR 2014-2020, le Comité de Suivi :

- est consulté et émet un avis sur les critères de sélection des opérations financées par du FEADER qui sont révisés selon les nécessités de la programmation,
- examine les activités et réalisations en rapport avec l'avancement de la mise en œuvre du plan d'évaluation du programme,
- examine en particulier les actions du programme relatives au respect des conditions ex ante qui relèvent de la responsabilité de l'Autorité de Gestion, et il est informé des mesures qui ont trait au respect des autres conditions ex ante,
- participe au réseau rural national pour l'échange d'informations sur la mise en œuvre du programme,
- et examine et approuve les rapports annuels sur la mise en œuvre avant leur envoi à la Commission.

En outre, le comité de suivi du FEADER validera chaque année :

- le plan d'action annuel du Réseau rural régional,
- les thématiques à investir par le réseau au regard des priorités et avancées du PDR, de l'évolution, des enjeux régionaux et des stratégies ciblées des GAL,

- l'articulation des activités du RRR avec celles du RRN,
- le suivi et l'évaluation des réalisations au regard des objectifs.

S'agissant du suivi du volet déconcentré du PO national FSE dont l'Etat est Autorité de Gestion, le Comité régional de suivi assure les missions suivantes:

- évalue les progrès réalisés pour atteindre les objectifs spécifiques du volet déconcentré du PON FSE et du PO IEJ ;
- propose à l'autorité de gestion du Programme Opérationnel National toute révision ou tout examen du PO de nature à permettre d'atteindre les objectifs ;
- assure le suivi des lignes de partage définies entre le PO FSE PACA et le PON FSE ;
- est associé aux travaux d'évaluation ;
- est tenu informé des actions conduites au titre du Plan de communication au niveau régional.
- valide les critères de sélection.

Concernant le FEAMP, le comité de suivi informera de l'état d'avancement du PON FEAMP et de la subvention globale FEAMP.

Article 4 : Fonctionnement

Le Comité de suivi se réunit au minimum une fois par an. En cas d'urgence ou de nécessité, la coprésidence peut soit décider de convoquer une réunion exceptionnelle, soit lancer une consultation écrite auprès de ses membres.

Le Comité de suivi peut, avec l'accord des Autorités de Gestion et dans la limite des ressources mobilisables auprès de celles-ci, prévoir de créer des sous-groupes de travail chargés d'examiner des questions spécifiques.

Des réunions techniques sur les fonds pourront être organisées.

4.1 Convocation, ordre du jour

Le comité régional de suivi interfonds est convoqué par courrier conjoint du Président du Conseil régional et du Préfet de région.

L'ordre du jour est établi d'un commun accord par les services de la Région et de l'Etat.

Les documents préparatoires concernant les questions inscrites à l'ordre du jour seront mis à disposition de tous les membres au minimum 10 jours avant la date de réunion (sous forme dématérialisée).

Les documents préparatoires concernant les questions inscrites à l'ordre du jour seront mises à disposition de tous les membres à l' « Espace Partenaires » du site « L'Europe s'engage en Provence-Alpes-Côte d'Azur » : <http://europe.regionpaca.fr/>

4.2 Prise de décision

Dans le cas d'un comité de suivi présentiel, le Président de la Région et le Préfet de Région constatent les décisions prises par les membres selon la règle du consensus.

La Commission européenne participe aux avis avec voix consultative.

S'agissant des Comités de suivi tenus selon la méthode de la consultation écrite, le Président du Conseil régional et le Préfet de région prennent acte des avis, et des remarques formulées pendant la consultation pour les programmes dont ils sont respectivement responsables et arrêtent les décisions subséquentes.

Dans le cas d'une consultation écrite, les membres disposent d'un délai de dix jours ouvrés pour transmettre leurs remarques.

Quel que soit le programme dont la Région est Autorité de Gestion, les questions devront être adressées à autoritedegestion@info-regionpaca.fr à l'aide d'un formulaire d'observation joint au mail de la consultation.

L'intégralité des remarques émises pendant ce délai sera portée à la connaissance des autres membres du comité de suivi.

4.3 Après le comité de suivi

Le projet de compte-rendu est adressé par courriel à tous les participants qui disposent de 10 jours ouvrés pour émettre leurs observations éventuelles. Les corrections sont intégrées après validation de la coprésidence. A l'issue de ce délai, le compte-rendu fait l'objet d'une publication dématérialisée et accessible à tout public. Il constitue le procès-verbal de décision du comité de suivi.

En cas de consultation écrite, un compte-rendu validé par la coprésidence est adressé aux membres du comité de suivi dans un délai de jours à compter de la clôture de la consultation. Il constitue le procès-verbal de décision du comité de suivi.

Article 5 : Secrétariat

Le secrétariat du comité de suivi est assuré par les services de la Région avec l'appui du préfet de région (secrétariat général des affaires régionales et service FSE de la DIRECCTE).

Le secrétariat prépare les réunions du comité de suivi, organise la présentation devant le comité des questions inscrites à l'ordre du jour et établit les comptes-rendus du comité.

Article 6 : Dispositions en matière de conflits d'intérêts applicables aux partenaires participant aux travaux de suivi et d'évaluation, ainsi qu'aux appels à propositions.

Les membres du comité de suivi sont tenus de respecter le caractère confidentiel des informations dont ils pourraient avoir connaissance au titre de leur participation à ce Comité et sont tenus à une obligation d'impartialité dans l'exercice de leurs missions.

Tel ne serait pas le cas lorsque l'exercice impartial des fonctions d'un membre est compromis par des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou tout autre intérêt.

Le cas échéant, tout membre du comité se trouvant dans l'impossibilité de respecter ces obligations devra se signaler auprès du secrétariat du comité de suivi en remplissant un formulaire d'abstention, mis à sa disposition lors des séances plénières ou sous forme dématérialisée pour les consultations écrites.

Article 7 : indemnisation

La participation au Comité de suivi ne génère aucun droit à l'indemnisation de frais ni à la perception de jetons de présence.

Article 8 : Modalités de modification du présent règlement

Le règlement intérieur du comité de suivi interfonds 2014-2020 peut être modifié à l'initiative des coprésidents, ou sur demande de l'autorité de gestion ou de membres, et après accord des coprésidents.

Annexe : Comitologie inter-fonds Programmation 2014-2020
Composition des instances de suivi et de programmation 2014-2020
Comité de suivi inter-fonds du PO FEDER/FSE et FEADER 2014-2020

LE COMITE DE SUIVI INTER-FONDS PO FEDER/FSE/FEADER 2014-2020 :

Le Comité de Suivi est coprésidé par le Préfet de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, et par le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant.

Outre le Préfet et le Président du Conseil régional, le Comité de Suivi est composé de :

- huit conseillers régionaux désignés par délibération du Conseil régional dont les périmètres des délégations couvrent les thématiques des axes et priorités des programmes régionaux 2014-2020;
- un représentant, ou une représentante, de la Direction générale REGIO de la Commission Européenne ;
- un représentant, ou une représentante, de la Direction générale EMPLOI de la Commission Européenne ;
- un représentant, ou une représentante, de la Direction générale AGRI de la Commission Européenne ;
- le Directeur, ou la Directrice, des Finances publiques (DRFIP) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, en tant qu'Autorité de Certification des Programmes FEDER et FSE ;
- le Directeur, ou la Directrice, de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, en tant qu'organisme payeur pour le FEADER ;
- le Commissaire général, ou la Commissaire générale, à l'Egalité des Territoires, ou son représentant, (CGET) en tant qu'Autorité de Coordination inter-fonds FEDER ;
- le Directeur général, ou la Directrice générale, des Politiques agricole, agroalimentaire et des Territoires, ou son représentant, (DGPAAT) en tant qu'Autorité de Coordination FEADER ;
- le Délégué général, ou la Déléguée générale, à l'Emploi et à la Formation professionnelle, ou son représentant, (DGEFP) en tant qu'Autorité de Coordination FSE ;
- les responsables des bureaux de représentation permanente de la Commission européenne et du Parlement européen en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou leurs représentants ;
- les parlementaires européens domiciliés en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Pour les services de l'Etat déconcentrés en région :

- le Préfet délégué, ou la Préfète déléguée, à l'Egalité des Chances, ou son représentant ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRAAF) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DIRECCTE) ;
- le, ou la, Délégué(e) régional(e) de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (RMC), ou son représentant ;
- le, ou la, Délégué(e) régional(e) à la Recherche et à la Technologie en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRRT) ;

- le, ou la, Délégué(e) régional(e) aux Droits des Femmes et à l'Egalité en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRDFE) ;
- le Directeur, ou la Directrice, régional(e) de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, ou son représentant, (ADEME) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DREAL) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRJSCS) ;
- le Directeur interrégional, ou la Directrice interrégionale, de la Mer Méditerranée, ou son représentant, (DIRM) ;
- le Directeur, ou la Directrice, de l'Agence régionale de Santé en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (ARS) ;
- le Directeur régional, ou la Directrice régionale, des Affaires culturelles en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant, (DRAC) ;
- le Directeur, ou la Directrice, de la Protection judiciaire de la Jeunesse, ou son représentant, (DPJJ) ;
- le Recteur, ou la Rectrice, de l'Académie d'Aix-Marseille, ou son représentant ;
- le Recteur, ou la Rectrice, de l'Académie de Nice, ou son représentant ;
- les représentants des services déconcentrés de l'Etat responsables de l'instruction sur délégation du Président du Conseil régional (DDT(M)) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- le Directeur général, ou la Directrice générale, de FranceAgriMer, ou son représentant ;

Pour les collectivités territoriales de la région et les associations de collectivités territoriales :

- les représentants des Groupes d'Action locale (GAL) de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- les quatre représentants des Communautés d'Agglomération, Organismes intermédiaires sans subventions globales de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- les Présidents des Conseils généraux de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou leurs représentants ;
- les Présidents des six Associations départementales des Maires, ou leurs représentants ;
- le Président, ou la Présidente, de l'Union régionale des Maires de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou son représentant.

Pour les parcs nationaux et régionaux

- les Présidents, ou les Présidentes, des Parcs naturels régionaux, ou leurs représentants ;
- les Présidents, ou les Présidentes, des Parcs naturels nationaux, ou leurs représentants ;

Pour les chambres consulaires :

- le Président, ou la Présidente, de la Chambre de Commerce et d'Industrie régionale Provence Alpes Côte d'Azur, ou son représentant, (CCIR) ;
- le Président, ou la Présidente, de la Chambre régionale des Métiers et de l'Artisanat, ou son représentant, (CRMA) ;
- le Président, ou la Présidente, de la Chambre régionale d'Agriculture, ou son représentant, (CRA) ;

- les membres du Comité des Régions domiciliés en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ou leurs suppléants ;
- le Président, ou la Présidente, de la Chambre régionale de l'Économie sociale, ou son représentant, (CRES).

Pour la représentation de la société civile :

- quinze membres, désignés en leur sein, représentant les quatre collèges (1. Entreprises et activités professionnelles non salariées. 2. organisations syndicales de salariés. 3. organismes et associations qui participent à la vie collective de la région. 4. personnalités qualifiées désignées par le Préfet de Région qui concourent au développement de la région) du Conseil économique et social et environnemental régional (CESER).